

To be or not to be la Macédoine... du Nord

La question ultra-émotionnelle divise la société. Les Macédoniens se prononcent par référendum sur un changement de nom du pays censé lui ouvrir les portes de l'Otan et de l'Union européenne.

REPORTAGE ■
SKOPJE, TETOVO
DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL

C'est fou ! »
Zoran Zaev, le Premier ministre, vient de clôturer son ultime meeting. Il est passé 21 heures, ce jeudi soir. A minuit débute une période de 48 heures de silence, avant le référendum crucial de dimanche. Nous sommes à Tetovo, la « capitale » officieuse de la minorité albanaise, 20 à 25 % de la population macédoienne, à l'ouest de Skopje.

Zaev quitte la scène. Le chef du gouvernement a scellé un accord historique le 17 juin avec Alexis Tsipras, son homologue grec : deux jeunes quadras, pro-européens, débarrassés du nationalisme. Zaev se dirige vers le cortège de limousines.

Dans la bousculade des caméras qui le poursuivent et d'une poignée de fans en mal de selfies, entouré de malabars chargés de sa protection, nous lui posons la question – peu après l'intervention renversante du président de la République Gjorge Ivanov, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

– « Monsieur le Premier ministre, quelle est votre réaction à l'appel au boycott du référendum, lancé par le président sur la scène mondiale de l'ONU ? »

– « Seulement une phrase, répond le Premier ministre au *Soir* : Je suis vraiment désolé... pour lui. Parce que boycotter l'Etat qu'il dirige, ce n'est pas acceptable. Ce référendum est un important outil démocratique. Ne pas l'utiliser, pour le chef de l'Etat, c'est fou ! »

A New York, Ivanov a prêté pour la nation un « suicide historique » si le « oui » l'emporte. A Tetovo, Zaev a vanté au contraire une « Macédoine réconciliée ». « Nous aurons le même poids à l'Otan que la France ou les Etats-Unis », a-t-il ajouté, le consensus étant de mise, au sein de l'Alliance. Et d'engager les jeunes à aller voter, « pour une Macédoine européenne : c'est votre devoir. Même si je sais que vous sortez tard le samedi soir ! ».

Le choix des mots

Le clash sidérant entre le Premier ministre et le président, certes des ennemis politiques, reflète l'état du pays, à quelques heures de cette consultation populaire aussi cruciale qu'ultra-émotionnelle : profondément divisée. Et les positions, après... 27 ans de palabres avec les Grecs, se sont radicalisées.

La question est même tellement sensible qu'elle élude le sujet qui fâche : le nouveau nom de l'« Ancienne république yougoslave de Macédoine » (l'appellation

provisoire du pays) ne sera pas mentionné lors du référendum. Les Macédoniens sont en effet invités à dire si, oui ou non, ils sont « pour l'adhésion à l'Union européenne et à l'Otan, en acceptant l'accord entre la République de Macédoine et la République de Grèce ? ». Mais le nouveau nom proposé pour le pays – la Macédoine du Nord – sera invisible sur le bulletin de vote...

« Si quelqu'un a un plan B, qu'il nous le dise ! », a encore lancé à Tetovo le Premier ministre, face à une petite foule équipée de calicots frappés du « Za » : « Pour ».

A Skopje, Vladimir a un « plan B »... C'est son jour de permanence, dans le petit campement de fortune installé depuis un an devant le Parlement par des partisans du boycott. L'homme prétend qu'il est partisan de l'entrée du pays dans l'UE et dans l'Otan, mais « jamais » sous ce nouveau nom. « Nous voulons entrer la tête haute », dit-il, jugeant que le nouveau nom du pays a été « imposé » aux Macédoniens. Avec le soutien de la minorité albanaise qui, assène-t-il, veut désormais « un troisième pays, après le Kosovo : la Macédoine »...

Son plan B ? « On peut aller voir ailleurs. On a toujours le choix », répond-il. Surtout l'option « euro-asiatique », avance-t-il : le grand dessein d'un autre Vladimir... Poutine. Un poster encense le président, proche de l'opposition VMRO. « C'est un "borec", un combattant », s'enflamme Vladimir.

Ivanov n'est officiellement pas membre du VMRO, le grand parti de centre-droit, affilié au PPE européen, chassé du pouvoir par Zaev après plus d'une décennie à la tête du pays. Le parti est plombé par des affaires de corruption et l'assaut, d'une violence extrême, mené sur le Parlement en avril 2017. « Mais Ivanov est leur obligé, leur marionnette. Il a eu deux mandats grâce au VMRO », détaille Xhabir Deralla, le président de Civil, une puissante ONG attachée à la protection des droits fondamentaux – et bien décidé à observer *in situ* le déroulement du vote de dimanche.

Appel au boycott

Ivanov aurait donc dit tout haut, *urbi et orbi* – en terre étrangère ! – ce que plusieurs pontes du parti, affirmant plusieurs sources concordantes à Skopje, diraient désormais tout bas (ou sur Facebook, etc.) à leurs ouailles : n'allez pas voter, boycottez le référendum ! Sollicités par *Le Soir*, deux hauts dirigeants du VMRO n'ont pas donné suite : l'un n'a jamais répondu à notre demande d'entretien ; l'autre était « fiévreux et malheureusement pas en si-

tuation de livrer un commentaire »...

VMRO, et surtout son ex-leader Gruevski, est à l'origine d'un délire d'« antiquisation », l'appropriation de pans entiers de l'Antiquité, qui a eu le don de cabrer Athènes. En 2011, une statue gigantesque d'Alexandre le Grand apparaît au centre de Skopje. Colonnades et cariatides poussent comme des champignons – voilà qui tranche avec le béton du « brutalisme » célèbre dans la capitale : un projet architectural de reconstruction de la ville après le tremblement de terre de 1963, confié au Japonais responsable d'Hiroshima après la Bombe...

Le parti, aux forts penchants nationalistes, n'a jamais aimé l'accord. Mais il a longtemps caché son jeu, invitant les Macédoniens à voter « selon leur conscience ». « A huis clos, nous savons qu'ils négociaient avec Zaev une amnistie pour leurs membres inquiétés par la Justice, indique Deralla. Cela a échoué. Et ils ont subi les pressions de l'extérieur, de Merkel, Macron, etc. Et celle des citoyens, pour connaître leur position. En réalité, c'est eux qui mènent la campagne pour le boycott. »

C'est le nœud du scrutin. Le référendum ne sera valable que si la moitié de l'électorat prend part au vote. Certains en doutent (fortement). D'autant que le registre électoral (officiellement : 1,8 million de Macédoniens en âge de voter) est artificiellement gonflé : il ne tiendrait pas compte de l'exode de centaines de milliers de Macédoniens, surtout les jeunes, partis en masse chercher ailleurs un sort meilleur que dans leur pays, l'un des plus pauvres en Europe. « Il n'y a même pas 1,8 million d'habitants ici ! », assure une source bien informée, sous couvert d'anonymat – la Macédoine compte 2,1 millions d'habitants selon les chiffres officiels, du recensement de... 2002.

La Macédoine risque donc de se coucher dimanche soir dans le brouillard. Ceux qui iront voter plébisciteront le « oui ». Mais combien seront-ils ? « Ce sera très, très serré ! », prédit Dejan Georgievski, président de l'ONG Media Development Center, qui rêve d'un paysage médiatique... assaini et pluraliste. Il reviendra en tout cas au Parlement d'entériner la réforme constitutionnelle découlant de l'accord de juin. A la majorité des deux tiers – dont le SDSM de Zaev et ses alliés ne disposent pas. « Ce sera un réel problème sans le soutien des citoyens », souligne Deralla.

Le VMRO fera alors monter les enchères. Voire lorgnera un retour au pouvoir. Le Premier ministre a déjà promis sa démission en cas d'échec du référen-

dum... « Il lui faudra au moins 600.000 voix "oui" pour déclarer le vote légitime », estime Slobodanka Jovanovska, rédactrice en chef du quotidien *Nezavisne* (« Indépendant »).

Risque de tensions

L'exercice de démocratie directe pourrait également raviver des tensions ethniques dans une société qui essaie pourtant le vivre-ensemble. « S'il n'y a pas assez de Macédoniens ethniques qui vont voter, je crains que cela puisse être le cas », prévient la professeure Katerina Kolozova, auteure et philosophe, directrice de l'Institut des sciences sociales. Le pays s'était retrouvé au bord de la guerre civile, en 2000-2001, avant l'apaisement des accords d'Ohrid.

Les Albanais de Macédoine, comme les autres minorités, sont très majoritairement en faveur de l'accord – poussés par leur amour de l'Otan, venu arracher leurs « frères » du Kosovo des griffes de Milosevic en 1999.

Les Macédoniens, eux, qui adorent passer leurs vacances ou faire du shopping en Grèce, sont profondément divisés. Jusqu'entre amis ou dans les familles. Et des messages de haine se répandent sur les réseaux sociaux, sur internet, où les partisans de l'accord – et même ceux qui iraient voter contre – sont qualifiés de « traîtres » et risquent de subir « des conséquences ».

« Il y a des risques de perturbations », redoute Deralla.

Dans la population, tous les opposants ne sont pas aussi hauts en couleur que Vladimir Biljana Vankovska est professeure de sciences politiques à l'Université Cyril et Méthode, la principale institution universitaire publique du pays. Et pas franchement pro-Otan. Elle juge que la question ainsi posée est « manipulatrice, contraire aux normes européennes et aux bonnes pratiques de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe ». Et que la « ligne rouge » du changement de la Constitution pour imposer le nouveau nom du pays a été franchie. « Et il y a tant

de diables dans les détails de cet accord. » « Je suppose que la majorité des gens n'ont pas lu cet accord (NDLR: de 14 pages). Alors, ils s'en remettent aux partis... », relève Katerina Kolozova. D'après un sondage, 3 % de la population auraient lu le texte.

« C'est un très bon accord, embraille la philosophe, qui règle les problèmes d'identité, pour les deux parties. On n'a pas besoin de l'Histoire pour légitimer notre identité macédonienne qui s'est forgée dans les frontières de cet Etat pendant la période yougoslave. Nous avons le droit à l'autodétermination. C'est un droit politique, humain et une question de dignité. »

Bagatelle que cette étrange querelle, de nom, d'identité ? « Le choix des mots, répond Kolozova, qui cite sa collègue américaine Judith Butler, « peut se révéler la forme la plus intense de violence politique. »

Entre-temps, la Macédoine (du Nord) hésite, sur le fil du rasoir. ■

PHILIPPE REGNIER

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Bien plus qu'une bizarre querelle sur le nom

Le différend empoisonnait les relations entre la Grèce et sa voisine du nord depuis... 27 ans, soit depuis l'indépendance de la Macédoine, dans la foulée de l'éclatement de la Yougoslavie. La Grèce, dont un tiers du territoire porte aussi le nom de Macédoine, refusait de partager cette appellation. La république de Macédoine est donc entrée à l'ONU sous le nom provisoire – et barbare – d'« Ancienne république yougoslave de Macédoine » (Arym), en raison du veto grec. Un veto qu'Athènes a aussi appliqué à l'invitation lancée en 2008 à l'Arym pour rejoindre l'Otan. Idem, depuis 2005, s'agissant de l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE. Derrière cette étrange querelle du nom, la Grèce accusait sa voisine d'avoir des visées territoriales sur la Macédoine hellénique, tandis que Skopje s'appropriait des pans de l'Antiquité. Pour

les Macédoniens, les Grecs leur refusaient tout simplement le droit d'exister.

Il y a un an, la situation semblait enfin se débloquer avec un nouveau Premier ministre macédonien, Zaev, disposé à chercher un compromis avec son homologue grec Tsipras. Au terme du compromis noué en juin 2018 sous la houlette patiente de l'ONU, la Macédoine devrait désormais s'appeler la « Macédoine du Nord ».

Athènes lèverait alors ses veto. Du moins si l'accord est suffisamment plébiscité lors du référendum macédonien de ce dimanche puis est entériné par les parlements des deux pays. La saga n'est pas terminée !

L'accord, touffu, va bien au-delà du simple ajout d'une dimension géographique pour la Macédoine. Il consolide les identités respectives des deux peuples, reconnaît à Skopje l'usage de la nationalité et de la langue « macédonienne » (sans adjectif), confirme les frontières actuelles, organise la paix culturelle et renforce la coopération bilatérale, tous azimuts.

PH.R.



LE SOIR - 29.09.18

UE « Si l'accord est mis en œuvre, ce sera un pilier de stabilité dans les Balkans »

ENTRETIEN ■■■

Samuël Zbogar, ex-ministre slovène des Affaires étrangères, a longtemps dirigé le bureau de l'Union européenne au Kosovo. Le voilà, depuis 2016, chef de la délégation de l'UE en Macédoine. Il rappelle les enjeux majeurs qui se cachent derrière cette étrange « querelle du nom ».

L'accord conclu entre Skopje et Athènes est aussi lié à l'intégration de la Macédoine dans l'UE et l'Otan – s'il est mis en œuvre. Alors, la Grèce donnera son feu vert à l'ouverture de négociations avec l'UE. Dans le cas contraire, un principe important dans l'UE – les bonnes relations régionales – ne serait pas appliqué.

C'est important pour le pays, pour la région, de voir la Macédoine rejoindre l'Otan et l'UE ?

La Macédoine est complètement interconnectée avec l'UE et ses Etats membres de l'UE : 80 % du commerce, 80 % des investissements étrangers, 80 % de l'aide étrangère. De notre côté, nous avons intérêt, comme le dit le commissaire Hahn (en

charge des négociations d'élargissement, NDLR), à exporter de la stabilité pour ne pas importer de l'instabilité. Il est important que la région et ce pays soient stables, engagés dans un processus avec nous, qui garantit des réformes. Ils ont aussi été très importants lors de la crise de la migration. C'est aussi nécessaire d'un point de vue de la sécurité, étant donné qu'un nombre important de personnes de la région, mais aussi de l'UE, ont été combattre au Moyen-Orient et reviennent graduellement : il convient d'avoir une coopération étroite.

Si l'accord avec la Grèce ne devait pas être concrétisé : dangers ?

Je préfère penser positivement. A l'effet que cet accord pourrait avoir sur la situation dans la région. Le fait d'avoir été signé a déjà envoyé des ondes positives dans la région. Si l'accord est mis en œuvre, ce sera un pilier de stabilité dans les Balkans. Cela montre que des problèmes, même ceux qui subsistent depuis 27 ans, ne sont

pas insolubles dans les Balkans.

Et les profondes divisions de la société macédonienne : un motif d'inquiétude ?

C'est une question manifestement très émotionnelle. J'espère qu'au moment du vote, les gens réfléchiront plus largement à ce que cela signifie pour leur futur. Ils ont vu au cours des dix dernières années comment les choses ont évolué sans la perspective d'un futur européen...

Mais les gens sont frustrés à l'égard de l'UE par cette longue attente.

Je sais. Mais c'est très facile de dire que c'est seulement à cause de la Grèce qu'ils n'ont pas pu avancer. Car le pays a vraiment reculé dans ses réformes au cours des dernières années. Maintenant nous avons, depuis février, une nouvelle stratégie pour les Balkans occidentaux, il y a eu le sommet de Sofia. Et les deux gouvernements ont trouvé un accord. Toutes les étoiles sont alignées : la situation est différente.

On sait que Moscou voit d'un

mauvais œil tout nouvel élargissement de l'Otan. La Russie a interféré dans ce processus ?

Nous ne disposons pas d'informations qui confirmeraient cela. Mais on en parle beaucoup dans le pays. Tous les partis représentés au Parlement sont en faveur de l'UE et de l'Otan.

Mais en dehors, il y a deux nouveaux petits partis en faveur des « liens euro-asiatiques », qui ne sont pas favorables à l'Otan et qui soutiennent le boycott.

Et la pression occidentale ? Tout le monde a défilé ici...

Il y a eu de nombreuses visites. C'est le témoignage d'un vif désir des leaders en Europe d'afficher un soutien aux changements dans ce pays. Pas dans un sens politique, mais en termes de résolution des problèmes. Pour essayer d'aller de l'avant dans l'intégration européenne, contrairement au passé : en érigeant toutes ces statues, ils ne cherchaient pas vraiment à résoudre le différend qu'ils avaient avec la Grèce. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE REGNIER